

20251204 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/68488/avant-les-patrons-ne-faisaient-pas-de-contrat--une-cooperative-calabraise-sengage-contre-lexploitation-des-travailleurs-agricoles-saisonniers-24>

Grand angle



Le hangar de l'association SOS Rosarno où les travailleurs migrants procèdent à l'emballage des fruits récoltés dans les champs. Crédit : Valentina Camu pour InfoMigrants

"Avant, les patrons ne faisaient pas de contrat" : une coopérative calabraise s'engage contre l'exploitation des travailleurs agricoles saisonniers (2/4)

Par [Clémence Cluzel](#)

L'association SOS Rosarno, à travers un réseau de coopératives agricoles situées dans la province de Reggio di Calabria (sud de l'Italie), milite depuis une dizaine d'années pour un modèle d'économie solidaire et plus juste. En fournissant des contrats réguliers, des salaires équitables et des conditions de travail dignes à ses employés, elle entend lutter contre l'exploitation des travailleurs migrants saisonniers.

Clémence Cluzel, envoyée spéciale en Calabre,

Perdus au milieu des champs d'agrumes de la province de Reggio di Calabria, au cœur de la Calabre (sud de l'Italie), les locaux de l'association SOS Rosarno se nichent entre deux virages d'une route sinueuse. Dans la cour, au milieu des serres et parcelles d'arbres fruitiers, des colonnes de cagettes vides sont empilées telles des Lego. Dans le hangar, une dizaine d'employés s'activent autour d'imposantes machines afin de trier et emballer les fruits récoltés récemment. Le rythme ne faiblit pas et les cagettes s'accumulent par centaines, débordantes d'agrumes attendant d'être livrées. Dans son bureau surplombant l'espace, Giuseppe Pugliese, alias "Peppe", l'un des cofondateurs de SOS Rosarno, enchaîne les appels téléphoniques.

Entre deux sonneries, il répond à nos questions. "Ici, on rémunère correctement les ouvriers agricoles avec un contrat dans les règles". Si Peppe le précise, c'est que pendant longtemps, et encore aujourd'hui, les migrants ont été exploités par des employeurs malhonnêtes profitant de leur extrême précarité. "Avant, les patrons ne faisaient pas de contrat, le salaire était petit et même parfois on était carrément pas payé lorsque l'on n'avait pas de papier" rapporte Sedou, un migrant originaire du Mali, qui travaille avec SOS Rosarno aujourd'hui.

C'est suite aux [émeutes qui ont secoué la plaine calabraise de Gioia Tauro en 2010](#) - après des attaques racistes contre des travailleurs migrants agricoles - que le projet SOS Rosarno est né. Les engagements défendus par les activistes et les petits producteurs agricoles qui y ont

adhéré sont clairs : respecter les droits des travailleurs tout en respectant la terre et en produisant bio.



Une centaine de producteurs ont rejoint la coopérative Mani e Terra créée en 2015 et gérée par l'association SOS Rosarno afin de lutter contre l'exploitation des travailleurs en leur fournissant des conditions de travail dignes et des contrats légaux. Crédit : Valentina Camu pour InfoMigrants

Depuis 2015, SOS Rosarno chapeaute ainsi la coopérative agricole [Mani e Terra](#) qui rassemble une centaine de producteurs biologiques, 70 employés étrangers - principalement originaires d'Afrique de l'Ouest, du Maghreb ou encore d'Europe de l'Est - et quelques 200 hectares de champs où sont cultivés des agrumes (clémentines, oranges, mandarines) mais aussi des kiwi, des olives ou depuis peu des avocats.

C'est sur ces terres que travaille Aboubacar, un Guinéen de 25 ans. "C'est un ami qui m'a parlé de SOS Rosarno. Ici, on débute à 7h30 et on finit vers 15h30/16h avec une heure de pause", détaille le jeune homme sans s'arrêter de travailler. "On a un contrat de travail et un jour de repos par semaine".

A lire aussi

[Reggio di Calabria, une province qui tente d'améliorer le sort des travailleurs migrants agricoles \(1/4\)](#)

"Pour le respect des droits des travailleurs"

Tous les travailleurs de SOS Rosarno - et de la coopérative - ont signé un contrat de travail en règle, des CDD d'une durée d'un an, ce qui aide à obtenir ou renouveler leur titre de séjour. Les journées de travail s'étalent sur 6h40, le minimum syndical en Italie - avec une heure de pause - et la rémunération dépasse légèrement les 47 euros net, le tarif minimum en vigueur. Les salaires en Calabre sont en effet moins élevés que dans d'autres régions italiennes : dans le nord de l'Italie, la journée de récolte peut ainsi être rémunérée 80 euros.



Des travailleurs migrants dans un champ de mandarines en Calabre, en novembre 2025. Crédit : Valentina Camu pour InfoMigrants

Les avis ne sont pas toujours dithyrambiques. "Avant la Calabre, j'étais à Trente (nord-est de l'Italie) pour récolter les pommes. J'étais payé 80 euros environ la journée, j'étais aussi logé et nourri. Ici, je dois payer un loyer de 90 euros [le producteur a loué pour ses employés des appartement, nldr] et gérer la nourriture", expose Bamba, un Sénégalais de 55 ans dont c'est la première année avec la coopérative. En gagnant entre 1 100 et 1 200 euros par mois, il confie qu'il ne lui reste pas grand chose pour vivre après avoir envoyé "entre 500 et 600 euros à sa femme et ses trois enfants au Sénégal" et payé près de 200 euros pour ses loyers de Calabre et Sicile où il réside le reste de l'année.

"Parfois il est difficile de faire comprendre et accepter des obligations légales. Certains ne voudraient pas faire de pause, ou bien être payés à l'heure ou au poids car ils pensent pouvoir gagner plus. Les travailleurs saisonniers n'ont pas toujours une bonne compréhension de leurs droits et des répercussions sur le long terme", note Peppe Pugliese, qui déplore notamment le travail au gris - déclaration d'une partie seulement des journées travaillées -, pratique courante de nombreux employeurs.

A lire aussi

[Italie : une arnaque aux permis de séjour touche plus d'un millier de migrants](#)

Lutter contre l'exploitation

Si SOS Rosarno se bat au quotidien contre le travail au noir, l'exploitation des travailleurs saisonniers persiste toujours. Selon une étude du syndicat Cgil-Flai, quelque 200 000 à 300 000 travailleurs agricoles sont exposés en Italie à un risque de travail irrégulier et d'exploitation, particulièrement les plus précaires. "On peut parler d'esclavage" dénonce Jean-René Bilongo, directeur de l'[Observatoire Placido Rissotto](#), qui étudie les abus et l'exploitation dans la filière agroalimentaire.

Sur le terrain, cela s'opère notamment via le "caporalato", un système de recrutement illicite de main-d'œuvre très fréquent dans l'agriculture, même s'il ne se limite pas à ce secteur. "Les caporali, des intermédiaires informels, recrutent des travailleurs en situation de vulnérabilité [titres de séjour expirés ou sans-papiers, nldr], pour des entreprises agricoles qui les emploient", argumente de son côté Massimo Ferraro, directeur de l'Observatoire de l'Agromafia.

Autre réalité calabraise, l'"agromafia", qui désigne l'infiltration du crime organisé dans la chaîne agroalimentaire - aussi bien par la mafia locale, la 'Ndranhgheta, que par d'autres réseaux criminels ou corrompus - contribue également à cette traite des travailleurs migrants agricoles.



Giuseppe Pugliese, co-fondateur de l'association SOS Rosarno qui à travers des coopératives agricoles promeut des conditions de travail dignes et justes pour environ 70 travailleurs migrants en Calabre. Crédit : Valentina Camu pour InfoMigrants

Dans sa lutte contre le secteur informel, "Peppe" n'hésite pas à égratigner un autre responsable de la crise agricole du moment : la grande distribution. Il fustige les prix d'achats minimisés qui sont imposés aux petits producteurs et "finissent par les étrangler". En 2024, au lieu des 0,30 centimes d'euro le kilo de clémentines proposés par la grande distribution, Mani e Terra fixait un prix de 0,90 centimes/kilo avec la prise en charge du transport, en plus d'équiper en matériel les ouvriers agricoles.

"Une goutte d'eau face aux injustices"

En plus d'un modèle économique alternatif et éthique, SOS Rosarno se bat aussi pour l'inclusion de ses travailleurs, en soutenant le projet d'hébergement social Dambe So.

Autrefois résidence de tourisme, cette "maison de la dignité" (en bambara) sur deux niveaux, a été rénovée et financée au départ par SOS Rosarno. Depuis fin 2020, les appartements accueillent jusqu'à 70 travailleurs migrants durant la haute saison, dont un certain nombre travaillent avec Mani e Terra, contre le paiement d'un petit loyer. Mani e Terra contribue annuellement à hauteur de 10 000 euros pour le fonctionnement du foyer.

A lire aussi

[En Italie, le travail de l'Eglise catholique pour soutenir les migrants](#)

"C'est une petite dynamique, on aide 70 personnes à être dignes mais il en reste plus de 2 000 qui vivent de façon indigne", soulève Peppe Pugliese. Chaque année, les demandes pour obtenir une place sont en effet très nombreuses. Le cofondateur espère pouvoir agrandir bientôt la coopérative pour embaucher plus.

Cette goutte d'eau face aux injustices offre cependant une alternative à l'absence de solution pour se loger. Les travailleurs migrants saisonniers se retrouvent souvent contraints de vivre dans le "tendopoli" (village de tentes) de San Ferdinando, un bidonville isolé où règne l'insalubrité et qui contribue un peu plus à les invisibiliser.